Fondation Jean Jaurès

International

VISITE D'EMMANUEL MACRON EN ASIE DU SUD-EST : QUE DIT-ELLE DE NOTRE DIPLOMATIE ?

Pétronille Silva

02/07/2025

Du 25 au 30 mai dernier, le président de la République Emmanuel Macron se rendait au Vietnam, en Indonésie et à Singapour afin de poursuivre et d'approfondir l'action diplomatique française en Indopacifique. Pétronille Silva, collaboratrice parlementaire, ancienne collaboratrice de groupe à l'Assemblée nationale pour les commissions affaires étrangères, défense et affaires européennes, analyse les enjeux d'un tel déplacement et dresse un bilan diplomatique.

À la fin mai 2025, le président de la République française s'est rendu au Vietnam, en Indonésie et à Singapour. Un déplacement qui, selon l'Élysée, « marque une nouvelle étape de la stratégie française dans l'Indopacifique lancée depuis 2018 ». Emmanuel Macron rappelle ainsi régulièrement que la France, à travers ses territoires ultramarins, est un pays de cette zone hautement stratégique où les tensions ne font que croître. Il fait donc du renforcement des liens économiques, militaires et diplomatiques dans la région une priorité.

La visite officielle au Vietnam les 25 et 26 mai dernier était la première d'un président français depuis près d'une décennie. Le président s'est ensuite rendu les 28 et 29 mai en Indonésie, avant de rejoindre Singapour où il livrait le discours d'ouverture du Dialogue de Shangri-La le 30 mai lors duquel il en a profité pour réitérer sa proposition d'une « troisième voie » face aux rivalités entre la Chine et les États-Unis dans la région.

Plutôt qu'un commentaire factuel du déroulé de cette visite, il apparaît judicieux de nous interroger sur ce que ce déplacement du président de la République en Asie du Sud-Est dit de la diplomatie française. En quoi est-il la parfaite illustration de ce qu'est devenue la diplomatie française ces dernières années ?

Une diplomatie avant tout économique…

Pragmatique et porteuse de valeurs, la diplomatie française se caractérise par quelques orientations phares : défense des intérêts nationaux, maintien de la paix et de la sécurité internationale, renforcement de l'influence de la France dans le monde et promotion des valeurs universelles. Jean-Yves Le Drian le rappelait fort justement en 2017 : « Notre histoire diplomatique est marquée par une ambition : pratiquer une diplomatie à l'échelle du monde, une politique étrangère universaliste [...] La France peut être et doit être, car c'est sa vocation, une force d'initiative et de progrès : progrès des droits, progrès de la coopération, progrès de la paix. Conjuguer l'universalité de nos intérêts et l'universalisme des normes que nous portons, c'est ce qui définit notre projet[1] ». Ainsi, la diplomatie française se veut une synthèse entre le réalisme stratégique et l'idéalisme républicain, permettant à la France de porter la défense des droits humains et des libertés fondamentales, le respect du droit international, le soutien à la démocratie ou encore la lutte contre le changement climatique.

Cependant, l'évolution récente de notre diplomatie marque un certain éloignement vis-à-vis de ces objectifs humanistes, au profit d'enjeux principalement économiques. Introduite par Hervé de Charette, ministre des Affaires étrangères de Jacques Chirac, qui pousse dès 1996 les ambassadeurs à pratiquer une « diplomatie économique active[2] », cette dynamique se concrétise dans les années 2000. Nicolas Sarkozy fait de la diplomatie économique un levier majeur, y ajoutant une dimension très personnelle dans la conclusion des contrats[3]. Enfin sous François Hollande, Laurent Fabius créée la Direction des entreprises et de l'économie internationale et fait de la diplomatie économique une des priorités du Quai d'Orsay[4]. En se faisant de plus en plus le « VRP » des grandes entreprises françaises pour s'assurer de conclure des contrats économiques, le chef de l'État affaiblit la portée que devrait avoir la diplomatie française. Le déplacement au Vietnam et en Indonésie n'échappe pas à cette dynamique.

Au Vietnam, Emmanuel Macron était accompagné d'une douzaine de chefs d'entreprise. Le moment est en effet opportun : depuis son arrivée au pouvoir en 2024, le nouveau secrétaire général du Parti communiste To Lam a fait de l'accélération de la croissance et de la productivité vietnamiennes son objectif premier. Érigeant le secteur privé en priorité, Hanoï veut ainsi doubler le nombre d'entreprises d'ici à 2030. Une occasion à ne pas manquer pour le président de la République qui veut profiter de ces réformes pour favoriser les investissements français. Le 26 mai 2025, Emmanuel Macron annonçait ainsi : « Ce sont, à l'occasion de cette visite d'État, 9 milliards d'euros de contrats qui sont signés et qui marquent, en matière de défense, d'aéronautique, de ferroviaire, le lien très fort qu'il y a entre nous[5] ».

En Indonésie, ce sont quelque 17 milliards de contrats qui ont été actés, annonce l'Élysée. Important client pour l'industrie de défense française, le pays aurait signé une lettre d'intention s'engageant à commander « des Rafale supplémentaires à Dassault ainsi que des frégates légères, des sous-marins Scorpène à Naval Group et de canons Caesar et leurs munitions à KNDS France[6] ». Soucieux de ménager ce client de choix, Emmanuel Macron en a profité pour inviter son homologue aux cérémonies du 14-Juillet, proposant aux troupes indonésiennes de défiler aux côtés des militaires français. Le président indonésien, Prabowo Subianto, qu'Emmanuel Macron désigne comme un « frère », a également été fait Grand-Croix de la Légion d'honneur par le président de la République à l'issue d'une cérémonie militaire où résonnait *La vie en rose* d'Édith Piaf[7]. On s'amuserait presque de cette scène terriblement clichée, si le message sous-jacent n'était pas aussi grave.

… au détriment des valeurs républicaines

Élu en février 2024, Prabowo Subianto fait depuis longtemps partie des arcanes du pouvoir indonésien. Il a été l'un des généraux les plus proches du dictateur Suharto qui, de 1967 à 1998, réprime brutalement toute forme de résistance dans son pays et occupe le Timor-Leste où il décime une grande partie de la population[8]. Des enquêtes officielles indépendantes sur les graves atteintes aux droits humains perpétrées lors du régime de Suharto montrent ainsi que Prabowo Subianto dirigea plusieurs opérations de contre-insurrection au Timor-Leste qui s'achevèrent en bain de sang ; il est également responsable d'avoir fait enlever et torturer des activistes indonésiens prodémocratie en 1998. Bien que les accusations dont il fait l'objet n'ont jamais mené à un procès, le fait est largement connu et donne régulièrement lieu à des interpellations de la part d'ONG. En 2019, lors de sa nomination au poste de ministre de la Défense par le précédent président indonésien, Amnesty International rappelait déjà : « Par cette décision, le président Joko Widodo a enfreint ses engagements, particulièrement en ce qui concerne les réparations pour les atteintes aux droits humains commises par le passé dans le pays. Le président vient de confier le contrôle des forces de défense du pays à une personne impliquée dans des crimes contre l'humanité[9] ». Faire Grand-Croix de la Légion d'honneur ce dirigeant est donc bien tout un symbole…

Le Vietnam n'est pas non plus en reste en matière de violation des droits humains. Dans son rapport annuel, Amnesty International rappelle que, au Vietnam en 2024, des défenseurs des droits humains, des journalistes et des personnes détenues pour des raisons politiques étaient exposés à la torture et à des conditions de vie inhumaines en prison, se voyant notamment privés de soins de santé. Même son de cloche de la part de Human Rights Watch, qui déclare dans son rapport mondial 2025 que l'arrivée au pouvoir de To Lam n'a pas entraîné de répit dans la répression des droits humains : les autorités vietnamiennes continuent d'interdire les groupes indépendants de

défense des droits, les syndicats, les médias, les groupes religieux et toute autre organisation qui opèrent en dehors du contrôle du gouvernement[10].

En privilégiant une diplomatie avant tout mercantile, ce sont toutes les valeurs qu'est censée porter la France qui sont ainsi bafouées. Le même réflexe s'observe pour la question environnementale. Les inquiétudes des défenseurs du climat semblent avoir été totalement passées sous silence par Emmanuel Macron lors de sa visite en Indonésie. Le pays, qui figure pourtant parmi les principaux émetteurs mondiaux de gaz à effet de serre, se caractérise par une déforestation massive. Due à l'intense activité minière ou au déménagement de la capitale (qui va forcer le déplacement de populations autochtones et menacer les écosystèmes sur plus de 2560 km^2), la déforestation en Indonésie est aussi majoritairement causée par la culture de l'huile de palme dont le pays est le premier producteur au monde. Après plus de dix ans de moratoire sur l'expansion des plantations, Prabowo Subianto entend les relancer au plus vite : « Nous devons accroître la production d'huile de palme. Ne vous inquiétez pas pour la déforestation », annonçait-il en décembre 2024[11].

La diplomatie française ne peut être réduite à un outil d'influence commerciale au détriment de son rôle traditionnel de défense des valeurs républicaines. Les conséquences pour notre pays sont graves : dissonante, l'image de la France perd de sa crédibilité sur la scène internationale et affaiblit notre influence. Le rayonnement économique de la France dans le monde est une excellente chose, ne nous méprenons pas sur ce point. Mais la signature de contrats lucratifs ne peut justifier le silence ou le compromis sur le respect des droits de l'Homme, de la démocratie ou de l'environnement.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Abonnez-vous

Une stratégie de troisième voie pertinente…

Malgré tout, la visite d'Emmanuel Macron en Asie du Sud-Est aura également permis de réaffirmer la proposition française et européenne d'être une « troisième voie » dans la région. Pertinente, cette stratégie portée depuis 2018 par le chef de l'État tente de nouer des partenariats avec les

pays asiatiques afin de proposer une alternative à l'emprise de la Chine et des États-Unis dans la région. Une bipolarité dangereuse, en effet, qui fait craindre que l'Asie devienne un nouveau terrain d'affrontement militaire. « Bâtissons une nouvelle alliance positive entre l'Europe et l'Asie, fondée sur nos normes communes, sur nos principes communs afin de ne pas être les victimes collatérales des décisions prises par les superpuissances », concluait ainsi Emmanuel Macron dans son discours d'ouverture du Dialogue de Shangri-La[12].

Le choix du Vietnam et de l'Indonésie au préalable avait ainsi tout son sens, ces deux pays étant farouchement attachés à leur neutralité. Le Vietnam, à travers sa « diplomatie du bambou », applique une politique étrangère d'équilibre entre les grandes puissances. Chantre du non-alignement, l'Indonésie prône quant à elle une politique étrangère *bebas dan aktif* (libre et active). De son côté, Singapour est étroitement liée aux deux superpuissances américaine et chinoise mais reste profondément attachée à son indépendance et revendique sa neutralité, voire son multialignement[13]. Trois excellentes illustrations de pays se refusant à choisir « un camp » entre la Chine et les États-Unis.

… mais qui manque cruellement de moyens

Pertinente et ambitieuse, la stratégie de la troisième voie peut être un chemin pour apaiser les tensions qui s'intensifient dans la région. Encore faut-il se donner les moyens de cette ambition.

À travers sa « stratégie Indopacifique », Emmanuel Macron rappelle depuis 2018 que la France est un pays souverain dans la région. « La Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna, la Polynésie française, Mayotte, La Réunion, c'est notre ancrage dans cette zone indopacifique. C'est reconnaître qu'il y a un peu plus d'un million et demi de citoyens français qui vivent dans cette région, que nous avons une présence militaire de longue date qui n'a cessé d'être renforcée avec plus de 8000 soldats. C'est reconnaître que, si la France est la deuxième puissance maritime au monde, c'est essentiellement grâce à cette région et à la présence qui est la nôtre », rappelait-il ainsi lors d'une visite en Australie[14]. La légitimité de la France dans la région tient donc tout d'abord à notre zone économique exclusive (ZEE) acquise *via* nos territoires ultramarins.

Cependant, il apparaît que le sentiment de déclassement pour ces territoires est prégnant. Ils se sentent – bien souvent à raison – délaissés par l'Hexagone et considérés comme des territoires de seconde zone[15]. Les tensions vont croissantes entre les outre-mer et le gouvernement, les revendications indépendantistes augmentent et des émeutes éclatent régulièrement. Nos territoires ultramarins ne sont pas de simples « bases de projection » pour la politique extérieure de notre pays, mais bien une partie intégrale de notre territoire. Si nous voulons pérenniser une

stratégie indopacifique crédible, nous devons urgemment apaiser la relation entre l'Hexagone et les outre-mer en les traitant dignement et en prenant en compte leurs spécificités. Fred Constant le résume ainsi : « À l'évidence, libérer le potentiel stratégique des outre-mer appelle à juguler ces crises [...] en refondant la relation transocéanique avec la République française. Au-delà des rapports officiels sans lendemain, cette refondation doit privilégier des relations de considération et de respect mutuels : pour que les outre-mer soient des atouts pour la France, il est nécessaire que la France soit aussi une chance pour les outre-mer[16] ».

Rappelons enfin que l'inadéquation entre les moyens déployés et l'ambition affichée dans la zone indopacifique est un problème majeur pour mener à bien une stratégie de la troisième voie. Effectifs militaires insuffisants, capacité navale en déficit, flottes vieillissantes, fortes lacunes en matière de surveillance de notre ZEE... : la loi de programmation militaire 2024-2030 va progressivement permettre de réduire les risques de ruptures capacitaires dans cette zone, mais elle ne permettra pas de combler entièrement le retard accumulé par des décennies de sous-investissements[17].

Conclusion

Forum annuel sur la sécurité et la défense en Asie, le Dialogue de Shangri-La est considéré comme un baromètre de la relation sino-américaine. Symptôme de la grave détérioration du climat entre les deux grandes puissances, la Chine n'y était pas présente cette année, une première depuis cinq ans. Lors de son discours, le représentant des États-Unis s'est dit prêt à utiliser la force armée contre la Chine, considérant que « la menace que représente la Chine est réelle et pourrait être imminente[18] ». La Chine, qui ne cesse de tester les limites de ces voisins en mer de Chine, effectuait encore début avril dernier des exercices militaires autour de Taiwan pour simuler un blocus de l'île et réaffirmer son autorité sur celle-ci[19].

Le temps presse pour une véritable voie d'apaisement dans la région. Dans une période de regain des tensions et de banalisation croissante des atteintes au droit international dans le monde, la France a un rôle important à jouer. Pour ce faire, disposer d'une armée complète et renforcée est essentiel, mais cela doit aussi passer par une diplomatie forte et crédible. La confusion autour des messages portés par notre diplomatie ces dernières années et les baisses tendancielles de budget du Quai d'Orsay ont des conséquences importantes et risquent d'affaiblir l'influence pourtant essentielle de la France sur la scène internationale. Le contexte géopolitique appelle des gestes forts face aux tensions attisées par des régimes ou des dirigeants à tendance autocratique ; notre pays doit se saisir de cette responsabilité dès maintenant.

1. Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, sur la politique étrangère de la France, à Paris le 6 septembre 2017, Vie publique.
2. « Hervé de Charette appelle les ambassadeurs à pratiquer « la diplomatie économique » », *Les Échos*, 29 août 1996.
3. Éric Chol, « La diplomatie du chéquier », *L'Express*, 6 mai 2008.
4. Alexandrine Bouilhet, « Fabius aux diplomates : "Votre priorité, c'est l'économie !" », *Le Figaro*, 28 août 2014.
5. Brice Pedroletti, « Au Vietnam, Emmanuel Macron veut profiter du big bang réformateur en cours pour favoriser les investissements français », *Le Monde*, 25 mai 2025.
6. Partenariat France-Indonésie : vers de nouvelles livraisons d'armes, ministère des Armées, 28 mai 2025.
7. Claire Gatinois, « Depuis l'Indonésie, Emmanuel Macron tente de faire valoir sa "troisième voie" », *Le Monde*, 29 mai 2025.
8. *Rapport de la Commission d'enquête internationale sur le Timor oriental adressé au Secrétaire général*, Nations unies, 31 janvier 2000.
9. *Indonésie, la nomination de Prabowo Subianto est un message inquiétant*, Amnesty International, 23 octobre 2019.
10. *Vietnam : Une répression accrue sous le nouveau dirigeant du pays*, Human Rights Watch, 16 janvier 2025.
11. *Huile de palme : l'Indonésie autorise de nouvelles plantations après treize ans de pause*, Reporterre, 8 janvier 2025.
12. Claire Gatinois, « À Singapour, Emmanuel Macron appelle à former une "coalition des indépendants" face à la Chine et aux États-Unis », *Le Monde*, 31 mai 2025.
13. Paco Milhiet, « Entre la Chine et les Etats-Unis, Singapour ne choisira pas », *Diplomatie*, 29 mai 2025.
14. Déclaration de M. Emmanuel Macron, Président de la République, sur les relations entre la France et l'Australie, à Sydney le 2 mai 2018, Vie publique.
15. Lire à cet égard Jeanne Belanyi et Carine David (dir.) *Du local à l'international. Les outre-mer face aux défis économiques, sociaux et environnementaux*, Fondation Jean-Jaurès, 18 avril 2025.
16. Fred Constant, « Quelle place pour les outre-mer dans la politique indo-pacifique de la France ? », dans Jeanne Belanyi et Carine David (dir.), *Du local à l'international. Les outre-mer face aux défis économiques, sociaux et environnementaux*, Fondation Jean-Jaurès, 18 avril 2025.
17. Ibid.
18. « Les Etats-Unis alertent sur la "menace imminente" que pose la Chine dans l'Indo-Pacifique, Pékin dénonce des "provocations" », *Le Monde* avec AFP, 31 mai 2025.
19. « Taïwan : la Chine mène des exercices militaires afin de simuler un blocus de l'île et de s'entraîner à des "frappes de précision" », *Le Monde* avec AFP, 1er avril 2025.